

NATO CONFIDENTIEL
SEA/67/50

le 9 mai 1967

Subgroup 2

Au: Secrétaire Général

c.c. M. F. Bacchetti
Mr. P.C. Menne
Mr. van Campen ✓

du: Secrétaire du Sous-Groupe 2 du Groupe Special (AG/261)

Objet: Troisième réunion du Sous-Groupe 2

Le Sous-Groupe s'est réuni pour la troisième fois le lundi 8 mai 1967 de 10h.30 à 13h.00, sous la présidence de M. Spaak et en présence du Secrétaire Général avec la participation de la plupart des Représentants Permanents et de celle de M. Bowie pour les Etats-Unis.

2. Veuillez trouver ci-joint la substance des principales interventions.

J. Leconte

CONFIDENTIELSOUS-GROUPE 2Réunion du lundi 6 mai 1967 à 10h.30 et
13h.00Le PRESIDENT (M. SPAAK)

Le questionnaire ayant rempli son rôle peut être maintenant considéré comme dépassé.

Enseignements retirés des réactions au questionnaire:

Nous nous livrons à cet exercice

- 1) en raison de l'échéance de 1969 (si l'Alliance doit continuer, sous quelle forme?)
- 2) parce qu'il y a une crise de l'Alliance (départ de la France) qui nous force à examiner certains problèmes.
- 3) en raison d'une certaine crise de l'opinion publique (ce qui a été accepté en 1949 par tous les pays semblerait ne plus pouvoir l'être aujourd'hui)

Tout le monde accepte que l'Alliance se poursuive au delà de 1969, mais pour quelles motivations anciennes ou nouvelles?

Menace militaire:

tout le monde estime qu'elle n'a pas complètement disparu. Un examen plus poussé relève peut-être du sous-groupe No. 1.

Menace politico-
idéologique:

elle est affectée par la détente. Nous devons donc mesurer cette dernière. Il serait trop optimiste de penser qu'elle est définitive. Il y a depuis quelque temps un certain raidissement de l'attitude communiste en Europe, comme en témoignent (1) la façon dont sont reçus les efforts allemands; (2) de récentes prises de position au sein du bloc communiste; (3) le résultat de conversations bilatérales

Est/Ouest (4) la publicité donné a l'accord URSS/Chine au sujet du Vietnam.

Il me semble donc que l'on discerne une position plus dure des pays communiste vis-à-vis de l'OTAN pour essayer peut-être de profiter d'un certain relâchement de l'idéal au sein de l'Alliance.

Enfin une idée nouvelle a été soulevée: les blocs, aujourd'hui au lieu d'être une cause de guerre seraient un élément d'ordre, particulièrement en Europe et présenteraient moins de danger que les initiatives dispersées.

En ce qui concerne la note des Etats-Unis les questions qu'elle pose sont d'une importance vitale. On ne peut que s'inquiéter du fossé qui se creuse entre les opinions publiques des deux côtés de l'Atlantique, fait d'équivoques et d'incompréhension. Je propose cependant de réserver cette question jusqu'au moment où il sera possible de voir plus clair au sujet des 3 questions à examiner tout d'abord:

- 1) ré-évaluation de la menace militaire
- 2) la détente
- 3) les motivations pour la continuation de l'Alliance à tirer de l'examen de (1) et (2) notamment.

Le REPRÉSENTANT DE L'ITALIE est d'accord avec l'analyse ci-dessus.

Il ne faut pas considérer que l'Europe occidentale unie existe déjà. Il faut continuer à travailler dans le cadre général de l'Alliance.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle notamment certaines des observations qu'il a formulées par écrit (paragraphe 9 et 10). Il évoque le caractère peut-être dangereux de la formation d'un groupe européen au sein de l'Alliance, la question des rapports Etats-Unis/membres européens de l'Alliance qui constituent un problème délicat et dont l'examen pourrait être retardé.

L'Alliance face à la menace politique et militaire des pays communistes: c'est là le point central. Il faut examiner les

-3-

questions concrètes qui se posent à l'Alliance aujourd'hui (ex: les consultations). Nous avons à faire à des initiatives communistes très concrètes. A Bucarest et à Karlo Vivary, l'Alliance a été attaquée de façon très claire. Réagissons nous ensemble ou en ordre dispersé? C'est la question centrale qui pourrait servir de pivot de travail au Sous-Groupe 1 ou au Sous-Groupe 2.

Le REPRESENTANT DU ROYAUME-UNI:

Détente: le durcissement peut-être dû aux tensions internes du bloc soviétique

Blocs: Il faut être très prudent quant à la valeur des blocs comme éléments de paix. En outre, il ne faut pas encourager l'équivalence OTAN/Facte de Vassovie. Enfin la notion de blocs peut ralentir celle de détente: la vitesse du convoi doit-elle être celle du navire le plus lent?

Europe et États-Unis:

Il ne s'agit pas seulement de la force prépondérante des États-Unis mais aussi du fait que ces derniers sont très préoccupés par ce qui se passe en dehors de l'Europe. Celle-ci ne semble plus au centre de ses préoccupations. Devons-nous partager les préoccupations des États-Unis ou les ignorer? Finalement la question se pose de savoir si les pays européens de l'Alliance peuvent faire quelque chose, arriver ensemble à certains points de vue. Il n'est pas nécessaire d'attendre pour examiner cette question jusqu'à ce que l'Europe soit organisée.

LE REPRESENTANT DE LA TURQUIE:

- Le problème de la menace militaire doit aussi être traité par nous.

- Il convient d'éviter toute mise sur un pied d'égalité de l'OTAN et de l'Organisation de Varsovie.
- En ce qui concerne la note des Etats-Unis, certains aspects "doctrinaires" de la question pourraient nuire. Il faut se consacrer aux problèmes concrets. De toute façon il faut éviter la formation au sein de l'Alliance d'un bloc européen et d'un bloc américain.

Le REPRESENTANT des ETATS-UNIS fait trois observations:

- (a) menace soviétique - il faut clarifier la question de détente, éviter de voir les choses en blanc ou noir. Avec le durcissement nous sommes dans la zone grise. La politique doit être double: jouer la détente mais rester en garde. Ceci laisse place pour des actions individuelles.
- (b) Dans le rapport, il conviendrait de mentionner ce qu'il faut faire pour favoriser le développement des pays avancés de l'Alliance et aider ceux qui le sont moins.
- (c) Etats-Unis/Europe - Je suis d'accord pour traiter la question un peu plus tard, mais elle est essentielle. Il ne faut pas prétendre proposer des solutions mais analyser la situation.

Le REPRESENTANT DE LA BELGIQUE:

- Détente: ce n'est pas un résultat stable mais un processus marqué d'oscillations diverses. Ceci implique l'existence continue d'une menace, l'appréciation de son développement et de sa nature, la capacité de l'influencer.
- blocs: le terme d'Organisations collectives est préférable. De même il convient de ne pas retenir pour l'Alliance l'idée de convoi mais celle de flotte.

Le REPRESENTANT DE L'ALLEMAGNE:

Pense qu'il ne faut pas traiter de questions qui risquent de ne se poser que dans un avenir trop lointain. Il convient de se tourner vers les problèmes pratiques, notamment celui des consultations, de

façon aussi concrète que possible. Il approuve le principe de l'"open-endedness" contenu dans la note du Royaume-Uni, mais il faut en analyser l'application géographique et ses conséquences. Le "moment" des consultations est aussi important. Ce que l'Alliance n'a pas résolu jusqu'ici, son problème central, c'est la question des consultations en temps de crise.

Le REPRÉSENTANT du DANEMARK:

- est du même avis, sur plusieurs points, que le Royaume-Uni.
- Il ne faut pas trop s'hypnotiser sur 1969.
- Il est incontestable que l'idée que le public se fait de l'Alliance a été ternie et pas seulement en raison du retrait de la France. Il faut redresser cette situation.
- Il est peut-être prématuré de parler de raidissement soviétique. Il ne faut pas exclure que ce que l'on constate soit dû à des difficultés internes.
- Comme le Représentant de la Belgique il n'aime pas l'emploi du mot "bloc".

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL précise en réponse à une observation du Représentant des États-Unis qu'il n'exclut pas que le Groupe des pays européens de l'OTAN pourrait trouver des points d'accord à soumettre à l'Alliance.

Il convient aussi de distinguer comment aborder (approach) le bloc soviétique en tant que tel (question de procédure) et le degré d'accord préalable nécessaire au sein de l'Alliance sur tel problème politique dans cette confrontation (question de fond).

Le PRÉSIDENT:

- constate qu'il y a accord sur l'idée que l'Alliance doit se poursuivre mais qu'il convient de dire pourquoi. Il faut apporter du neuf aux raisons de 1949 et tenir compte du problème des générations nouvelles qu'il faut éclairer et convaincre.

- Il faut dire pourquoi et dans quelle mesure le danger militaire existe encore.
- Une étude du phénomène de détente est nécessaire.
- Pour l'orateur le phénomène "bloc est un élément de paix. C'est au sein de l'Alliance que la politique doit être déterminée. Cela n'a pas mal réussi depuis vingt ans (question Berlin, question allemande). Dans l'exécution, une certaine liberté est acceptable. L'image du "convoy" n'est pas bonne. On peut craindre que la surenchère individuelle ne conduise au désordre.
- En ce qui concerne les Etats-Unis et les pays européens de l'Alliance, personne ne peut nier que leurs relations ne posent un problème (c.f. Vietnam). Avant de répondre à la 1ère partie de la note américaine, le Président aura besoin d'une ou deux semaines. Pour la 2ème partie, comme le Secrétaire Général, il pense qu'il n'est pas possible, semble-t-il, de la traiter car personne ne sait ce que sera l'Europe de demain.

Après un échange de vues sur la procédure, il est noté:

- que le Président préparera un rapport - qui sera un rapport personnel - qu'il enverra aux participants;
- qu'il fera un rapport oral à la réunion du 19 mai des rapporteurs (ces rapports oraux devant servir de base à un rapport intérimaire du Secrétaire Général.)
- qu'une nouvelle réunion du Sous-Groupe 2 devra avoir lieu en juin après la réunion ministérielle, à une date à préciser ultérieurement.